**KOHNLE, Arnim, *Reichstag und Reformation.
Kaiserliche und ständische Religionspolitik von den
Anfängen der Causa Lutheri bis zum Nürnberger
Religionsfrieden***

Claire Gantet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1198>

DOI : 10.4000/ifha.1198

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Claire Gantet, « KOHNLE, Arnim, *Reichstag und Reformation. Kaiserliche und ständische Religionspolitik von den Anfängen der Causa Lutheri bis zum Nürnberger Religionsfrieden* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2002, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1198> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1198>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

KOHNLE, Arnim, *Reichstag und Reformation. Kaiserliche und ständische Religionspolitik von den Anfängen der Causa Lutheri bis zum Nürnberger Religionsfrieden*

Claire Gantet

- 1 Cette habilitation soutenue au début de 2000 à Heidelberg étudie le rôle de la Diète – ou plutôt les concurrences entre la politique impériale à la Diète et les décisions des princes dans leurs territoires – dans l’affirmation de la Réforme et de la division religieuse dans l’Empire. Elle s’inscrit donc dans le champ actuel de travaux sur l’imbrication du religieux et du juridique (bien qu’A.K. ignore l’ouvrage d’Olivier Christin), tout en en restant au niveau abstrait des principes énoncés. L’auteur étudie le traitement de la question religieuse dans huit Diètes, de 1521 (Worms) à 1532 (Ratisbonne) – une période qui n’a guère suscité de recherches récentes –, au cours desquelles les états tentent de canaliser le cours cahotant de la Réforme, tout en aspirant à un accord théologique.
- 2 Dès la protection du réformateur par le prince électeur Frédéric de Saxe et la Bulle de condamnation *Exsurge Domine*, la Réforme est un problème qui concerne l’empereur et l’Empire. Logiquement, la question religieuse est posée pour la première fois à la Diète de Worms en 1521. Dans le contexte d’une lutte tenace entre les nonces, enclins à faire entrer rapidement dans les faits la Bulle, et les évêques, qui ne la publient que sous une pression très forte, les états ne présentent pas un front uni. L’ouverture et la labilité des positions dominant jusqu’à la fin des années 1520. Indépendamment de leur position personnelle face à la nouvelle doctrine, les états entendent en effet ne pas perdre leur marge de manœuvre dans le jeu constitutionnel, dont les règles sont elles-mêmes en cours d’élaboration. Mais si les princes font écran entre les décisions impériales et la réalité de la juridiction, ils doivent aussi composer avec leurs

conseillers, leurs états et leurs sujets. Aussi, jusqu'en 1529, deviennent-ils maîtres dans l'art de la dissimulation par des formules de compromis. L'analyse d'A.K. fait ainsi ressortir le pragmatisme des choix, à tous les niveaux : Charles Quint accepte à Worms de ne pas imposer de tracas au prince électeur de Saxe et ne lui signifie qu'en 1524 l'Édit de Worms, qui n'est pas appliqué. Mais même lorsque Charles Quint abandonne, en 1532, l'idée de le faire appliquer, l'Édit reste réactivable jusqu'à la reconnaissance officielle du luthéranisme en 1555.

- 3 Au total, ce qui transparaît de cette étude toute en nuances – et qui aurait mérité une mise en perspective, moins prisonnière des sources –, c'est l'imbrication et l'interaction des forces. Puissant, l'Empire l'apparaît, du fait du rôle essentiel des Diètes dans la vie juridique et religieuse du début du XVI^e s. Mais la dérobade des états dans des formules de dissimulation ouvre des espaces d'interprétation et d'action considérables : pas plus qu'il n'y a d'unité religieuse, il n'y a d'unité d'action.

- 4 Claire GANTET